

Objet **Fwd: [INTERNET] Enquête publique VICAT**  
De PREF73 pref-icpe <pref-icpe@savoie.pref.gouv.fr>  
À PREF73 pref-icpe <pref-icpe@savoie.pref.gouv.fr>  
Date 28/10/2022 10:04  
Priorité La plus élevée



---  
GUICHET UNIQUE ICPE  
Téléphone : 04.26.28.66.07 Céline Ravoux / 04.79.62.81.98 Mathieu Pontin

Pôle Expropriations Publiques et Installations Classées (PEPIC)  
Service Coordination des Politiques Publiques (SCPP)

PREFECTURE DE LA SAVOIE  
BP 1801  
73018 CHAMBÉRY

<http://www.savoie.gouv.fr>

----- Message original -----

**Objet:**[INTERNET] Enquête publique VICAT  
**Date:**25/10/2022 17:33  
**De** [redacted]  
**À:**<pref-icpe@savoie.gouv.fr>  
**Répondre à** [redacted]

Bonjour

Je vous prie de trouver ci-dessous à destination du commissaire enquêteur, mes questions et remarques relatives au projet VICAT concernant la carrière de Montagnole pour les 30 prochaines années.

Outre le problème majeur de la circulation incessante de très gros poids lourds sur la D6 et la D 912, il me semble tout aussi inquiétant la rétention d'information de la part de la Mairie de Montagnole.

En effet la lecture des compte rendus municipaux de 2022, 2021, 2020, 2019 ne fait pas mention du projet Vicat. Pourtant en juin 2019 le maire aurait donné un avis favorable à la demande d'autorisation.

La nouvelle municipalité élue en 2020 n'aurait apparemment jamais débattu du projet, et encore moins pu en informer la population.

L'information sur l'enquête publique nous est soudain parvenue dans le *Montagn'infos* d'Octobre, sans commentaire.

Il est pourtant fait dans le dossier administratif et à de multiples reprises, mention de la participation et de l'implication de la population riveraine et/ou montagnolaïse (Etude d'impact page 227, 362, 369, 549, 585)

A Jacob, il y a eu plus d'informations au Conseil, débat et résolutions.

Nous demandons donc, comme ils l'ont fait à Jacob, soit avec eux, soit indépendamment :

- Un débat contradictoire au Conseil Municipal tenant compte des remarques écrites des citoyens.
- La mise en place d'une commission de riverains avec une capacité à peser sur les décisions, et contrôler la mise en œuvre.
- Que cette commission soit partie intégrante de l'autorisation d'exploitation et pas une promesse au futur.

Les camions empruntent sur la commune de Montagnole la D6, D6E et D912. La D6, dite route des championnats du monde, est étroite et sinueuse, inadaptée à la circulation de camions semi-remorque qu'il m'est arrivé de nombreuses fois d'éviter au dernier moment dans les virages où ils roulent au milieu de la chaussée. Pour ses usagers, il y a risque permanent d'accident. C'est également une route très empruntée par les cyclistes. Quant à ses riverains, la situation actuelle est déjà perçue par eux comme insupportable : bruit, vitesse excessive, dégradation de la voirie, pollution, horaires, en contradiction avec l'étude d'impact (pages 335 et 545).

Concernant la saturation potentielle de la D6, il faudra être attentifs à ce que la commune ne propose pas son contournement par une liaison D6-D912 via la « route de la traverse » qui, pour soulager les montagnolais des dangers manifestes du trafic sur la D6, deviendrait une traversante reliant la D 912, et une autre gêne manifeste pour les Maisons ZEN, les écoliers et les habitants du hameau des prés et du hameau des bois.

- Nous demandons la réalisation d'une étude sérieuse et indépendante afin d'avoir une mesure physique du trafic des camions VICAT et de leur impact, de l'adéquation du réseau actuel au trafic routier généré par Vicat, ainsi qu'une plus saine répartition du trafic entre la D6 et la D912.
- La limitation du nombre de rotations de camions à 10-15 par jour.
- La mise en oeuvre du convoyeur souterrain en préalable à toute extension d'exploitation.
- L'engagement formel de la société Vicat sur le transport maximum qu'elle compte générer par la route (en cas de panne ou de maintenance du convoyeur).
- La participation financière de Vicat aux frais d'entretien des deux routes départementales empruntées.

L'augmentation considérable des volumes traités va augmenter dans les mêmes proportions les niveaux de bruit (concasseurs) et d'explosions (mines). Ainsi que les poussières émises (Etude d'impact page 394, 539, 540, 542).

Les mesures présentées ne sont pas assez convaincantes. Accessoirement, il est oublié que la poussière peut affecter le productible des toitures photovoltaïques de maisons situées en proximité.

En résumé il est urgent de mener des réunions de concertation entre Vicat et les riverains, si possible réunis en association, au-delà des Conseils municipaux de Jacob et de Montagnole dont la réactivité ne nous a pas paru exemplaire.

